

L'épopée de Pierre Bourgeois, communard

par le Baron Vingtras

Cette série de 6 articles est parue en épisodes dans la version papier de Libres Commères entre février et juillet 2021.



1ère partie

Pierre Bourgeois, insurgé

Nous sommes le 28 novembre 1871, il est environ 7 heures 20 du matin. Nous sommes sur le plateau de Satory, un camp militaire situé non loin de Versailles. Trois hommes descendent d'une voiture militaire, accompagnés d'un pasteur et d'un aumônier. Le premier s'appelle Louis Rossel, âgé de 27 ans. Le second Théophile Ferré, âgé de 25 ans. Puis le troisième Pierre Bourgeois, âgé de 23 ans, né à Dole.

Pierre Bourgeois voit le jour le 15 novembre 1848 vers 16h00 au 7 rue des Commards au domicile de ses parents. François Bourgeois, son père, est sabotier, âgé de 36 ans. Sa mère, Jeanne Bonnet, est sans profession et elle est âgée de 32 ans.

A 18 ans, il se porte volontaire pour entrer dans l'armée. Il incorpore une unité d'infanterie à Lons-le-Saunier. Très vite, il monte en grade et en 1869 il devient caporal.

Une révolte avant la grande

A la fin des années 1860, la famille Schneider détient le monopole de l'industrie de la métallurgie au Creusot. Elle y règne sans partage sur l'économie.

En décembre 1869, les ouvriers revendiquent la gérance de la caisse de secours.

Schneider organise un référendum. Une forte majorité se prononce pour la gestion

ouvrière. Le 17 janvier, les ouvriers élisent un ajusteur, Adolphe Assi, président d'un comité provisoire chargé de gérer la caisse. Le 19, Assi et ses deux assesseurs sont renvoyés. Aussitôt, les ouvriers se mettent en grève. Le 21 janvier, le préfet fait venir 3 000 soldats au Creusot et Schneider appelle à la reprise du travail. Le 24 janvier, aussi rapidement qu'elle avait éclaté, la grève se termine. Début mars, Eugène Varlin que l'on retrouvera un peu plus tard, de passage au Creusot, jette les bases d'une section de l'Internationale.

Le 21 mars, 1 500 mineurs du bassin du Creusot se mettent en grève pour protester contre une baisse de leurs salaires. Ils avaient soutenu, sans y participer, le mouvement des ouvriers de janvier. Le 23, le ministre de l'intérieur de l'époque envoie trois régiments au Creusot. Pierre Bourgeois en fait partie. Les unités militaires tuent six grévistes. Mais le dolois se rebelle contre les ordres donnés. Le 29 avril 1870, il est dégradé et redevient simple troufion. Il est condamné à six mois et envoyé directement à la case zonzon.

Situation en France

Ce n'est pas qu'au Creusot qu'il y a des tensions. C'est dans toute la France.

A cette époque, notre pays est sous le Second Empire. A sa tête, Napoléon III, neveu de Napoléon Ier. De nature orgueilleuse, il cherche à retrouver le prestige d'antan. Une pression diplomatique se fait entre la France et la Prusse. Le 15 juillet, le ministre de la Guerre, déclare à la Chambre des députés: "Nous sommes prêts et archi-prêts, la guerre dût-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à nos soldats ». Quatre jours plus tard, la France déclare la guerre à la Prusse. Les premiers combats débutent début août.

Et très vite, on se rend compte que l'armée Française n'est pas s'y prête que ça. Elle se prend déculottée sur déculottée.

Le 2 septembre, Napoléon III capitule à Sedan avec plus de 70 000 hommes de troupe.

Le 4 septembre, sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris, Gambetta proclame la IIIe République. C'est la première fois de son histoire que la France acquiert une République sans révolte. C'est peut-être l'une des nombreuses raisons pour lesquelles notre cher Président l'a commémorée en septembre dernier. Mais la guerre continue et Paris est assiégé le 20 septembre.

Notre petit trublion dolois est toujours derrière les barreaux. L'armée a besoin d'hommes, il est donc libéré et envoyé au front. Il participe à plusieurs combats dans la Loire et est nommé sergent le 5 janvier 1871.

Sa ville natale n'est pas épargnée par les combats. Le 21 janvier, 300 Français armés se réunissent sur l'actuelle place Grévy et se battent contre les troupes prussiennes. La ville tombe ce même jour et sera occupée pendant les neuf mois suivants.

A Paris, le gouvernement souhaite se rendre. Mais une partie de la population, même si elle crève de faim depuis quatre mois, souhaite continuer le combat. Le 22 janvier, une manifestation populaire est organisée place de l'hôtel de Ville. De nombreuses femmes sont présentes. Et elles prennent les armes. Pour bon nombre d'entre elles, c'est la première fois. C'est le cas de Louise Michel. Les militaires installés dans la mairie tirent sur la foule. Faisant cinq morts. Nous ne savons pas qui a tiré la première. L'armée ou la population? Des journaux comme *Le Combat* et *Le Réveil* sont supprimés par le Gouvernement Provisoire.

Le 8 février, une élection de l'Assemblée Nationale voit la victoire des monarchistes. Sur 638 sièges, 396 sièges sont détenus par des monarchistes. Le 19 février, Gambetta démissionne de son poste et est remplacé par Adolphe Thiers. Le 26 février, le pacte de paix est signé entre la Prusse et la France. Le 1er mars, les troupes prussiennes entrent dans un Paris mort. Les magasins, les industries et les lieux publics sont fermés. Le 11 mars, plusieurs journaux qui appelaient la population à s'insurger sont interdits comme *Le Père Duchesne* ainsi que le journal de mon père spirituel, *Le Cri du Peuple* de Jules Vallès.

Ce même jour, Pierre Bourgeois est avec son unité stationné à Sèvres. Il est fatigué par de nombreux combats qu'il mène. Il entre dans un cabaret et refuse d'en sortir. Le lendemain, il rejoint son unité en état d'ivresse et sans ses armes. Et vous savez quoi ? Il retourne à la case prison !

Dans sa cellule, il entend le vacarme à l'extérieur. De sa fenêtre il voit des femmes et des hommes brandissant des drapeaux rouges scandant "Vive la Commune!". Il est libéré par ces citoyens armés. Le prisonnier libéré de ses chaînes demande à un de ces libérateurs : "Quel jour sommes-nous? ». L'insurgé lui répond : "Nous sommes le 18 mars 1871."

2ème partie

18 Mars, le soulèvement populaire

Nous sommes le 18 mars 1871, il est environ 6h00 du matin. Paris est encore endormie. Les Parisiens les plus chanceux ont droit de dormir dans une mesure. Pour les plus malchanceux n'ont droit qu'un banc pour logis.

Ce jour-là, un garde national (1) dénommé Turpin est de corvée. Il doit garder les 171 canons qui sont positionnés sur la butte Montmartre. A ce moment-là, le Sacré-Cœur n'existait pas et il n'était même pas prévu de le construire. Un coup de feu retentit et touche le gardien, le blessant mortellement. *C'est la première victime de la Commune.* Le coup a été tiré par un soldat du 88ème Régiment de ligne sous les ordres du général Lecomte.

Les habitants des alentours sont réveillés et l'information se répand comme une traînée de poudre. Louise Michel, institutrice féministe et future anarchiste, est présente sur les lieux pour soigner le malheureux blessé. Sur le terrain vague où sont entreposés les canons, les Montmartroises sont majoritairement présentes avec leurs bambins. Les hommes, pour la plupart des Gardes Nationaux, sont moins nombreux et certains d'entre eux s'agitent contre les lignards. Les femmes restent calmes car elles savent que ce sont elles qui sont les dernières lignes de résistance. Si elles se mettent en mouvement, c'est parce qu'il ne reste plus que l'action pour régler les problèmes.

Avant d'en arriver là, elles échangent avec ces soldats. Elles proposent du vin et du pain. La population et les troupes fraternisent. Durant la discussion, plusieurs militaires expliquent qu'ils ont pour mission de récupérer les canons mais que les chevaux et les attelages ne sont pas arrivés. La population s'insurge en expliquant que ce sont leurs canons, payés de leurs propres deniers, pour se défendre en cas d'invasion des Prussiens. L'une d'entre elles interpelle un gradé, elle l'interroge sur la provenance de cet ordre. Le militaire lui répond : « Du plus haut sommet de l'État ». C'est-à-dire d'Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif.

Le général Lecomte ordonne de cesser toute discussion avec la population. Au fur et à mesure, il est cerné et ordonne finalement à ses hommes de faire feu contre la population. Hommes, femmes et enfants sont dos à leurs canons et font face à ceux des *Chassepot* (2) des militaires.

Un capitaine demande aux soldats de ne pas tirer et de lever leur crosse en signe de désobéissance. Explosion de joie au sein de la population ainsi que chez les mutins.

Aussitôt arrêté, le général est envoyé dans le local du Comité central de Montmartre (3).

Un autre général en tenue civile repérant les barricades en construction est reconnu et est également arrêté. C'est le général Clément Thomas, ancien général de la Garde nationale durant le siège des Prussiens. C'était l'un de ceux qui avait réprimé les ouvriers des Ateliers nationaux lors du soulèvement de Juin 1848. Faisant 4000 morts du côté des insurgés.

Les deux généraux sont mis dos au mur, rue des Rosiers. Ils tombent sous une salve de *Chassepot*. Malgré l'opposition du jeune maire de Montmartre, Georges Clémenceau et d'un certain nombre d'élus du Comité dont faisait partie Théophile Ferré. Quatre ans plus tard, ces généraux assassins auront droit à une sépulture, les présentant comme des victimes.

De peur de se faire chopper par les insurgés, Adolphe Thiers, son Gouvernement, ses soutiens et un bon nombre de bourgeois prennent leur clic et leur clac et s'enfuient (comme a failli le faire Macron le 8 décembre 2018 lors de l'acte IV des Gilets Jaunes) à Versailles. Cette ville était et est encore la destination de villégiature des Présidents français. Notre Adolphe à nous s'était isolé en décembre dernier à la Lanterne lorsqu'il avait attrapé la COVID.

La Commune s'éveille.

Des communes en province

La création de la Commune à Paris fait grand bruit en France mais aussi à l'étranger. Dès le 22 mars, la ville natale de Thiers ouvre le bal. Marseille appelle à la création de sa Commune. Suivi de nombreuses villes telles que les citées ouvrières de Saint-Etienne, le Creusot, Narbonne. Elles ne vivent que quelques jours. Elles se terminent par une répression militaire et judiciaire. Lyon (*Libres Commères* est lu aussi là bas) est une habituée des insurrections et des répressions. Les révoltes des Canuts. La seconde (avril 1834, alors que la France est sous le règne de Louis-Philippe) est réprimée dans le sang. Le Ministre de l'Intérieur utilisera une tactique de retrait de l'armée, abandonnant la ville aux insurgés, pour l'encercler, puis la reprendre. Lorsque l'armée entrera dans la ville, elle massacrera 600 insurgés en une semaine. D'où son nom de «sanglante semaine».

N'oublions pas de citer le nom de ce ministre. Il s'appelait Adolphe Thiers.

Election

Le 26 mars, est organisée l'élection des nouveaux représentants. La veille, le Comité central de la Garde nationale, qui fait fonction d'élus, lance un appel à la vigilance et à la réflexion car «les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant des mêmes maux.» Je vous invite à lire leur manifeste.

42% de la population parisienne se sont déplacés pour aller voter. Les 1^{er}, 2^e, 9^e et 16^e arrondissements votent majoritairement pour les «Amis de l'Ordre» qui sont des Parisiens hostiles à la Commune. Ils ne siègeront jamais au conseil de Paris et démissionnent rapidement.

Les élus communards remportent 70 sièges sur 92. Ils appartiennent à deux groupes sociaux: celui des ouvriers (artisans, ouvriers métallurgistes...) et celui des professions libérales (journalistes, médecins, peintres...).

Ces 70 conseillers ont des idéologies différentes.

Les Blanquistes comme Théophile Ferré pour qui « la révolution ne peut se faire que par un petit groupe qui donnerait un « coup de main » pour guider le peuple vers sa destinée. Après le succès d'une révolution, les révolutionnaires commenceraient alors à mettre en place un nouveau « système socialiste».

Les Jacobins qui veulent reprendre les théories centralistes de la Révolution de 1789. Parmi eux, Charles Delescluze et Félix Pyat.

Des membres de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) connue sous le nom de Première Internationale qui adopte la théorie marxiste. On y compte Léo Frankel, Eugène Varlin, Adolphe Assi, ce dernier faisait partie des grévistes du Creusot en 1870 (voir l'article *Pierre Bourgeois, Insurgé*, in *Libres Commères* N°9)

Les Blanquistes, les Jacobins et les membres de l'AIT souhaitent diriger la Commune avec une méthode autoritaire à la différence des membres proudhoniens (rivaux idéologiques des marxistes) et des indépendants tels que Jules Vallès et Gustave Courbet qui souhaitent utiliser des méthodes libertaires.

Au lendemain de la Commune, l'historien Jules Claretie écrivit ceci : «La Commune se divisait en deux sectes distinctes : l'école de la tradition jacobine, que représentaient Félix Pyat et Charles Delescluze, et, si je puis dire, l'école de l'anarchie en littérature, personnifié par M. Jules Vallès, n'admettant ni règles, ni traditions, ni maîtres, ni modèles, ni souvenirs.»

Mais ils souhaitent tous une chose: Que vive la Commune!

1. La Garde nationale a été créée dès le début de la Révolution française de 1789. C'est une milice citoyenne qui a en charge le maintien de l'ordre et la défense militaire en cas d'invasion. Elle a été dissoute après les événements de 1871, puis remise en service en 2016 par François Hollande, suite aux attentats.
2. Fusils du nom de son inventeur.
3. Lieu où se tient l'assemblée formée des délégués élus par les membres de la Garde nationale.

3ème partie

Une révolution fulgurante

Paris connaît son deuxième siège en moins d'un an. Cette fois, les assaillants sont des Français, les Versaillais. Paris est protégé par une enceinte. C'est Louis Philippe qui l'a fait construire entre 1841 et 1844. Et comme c'est le Président du Conseil, Adolphe Thiers, qui en a eu l'idée, cette enceinte porte son nom. L'enceinte de Thiers, le Périph' actuel suit son tracé. Elle n'a pas pour but de défendre Paris. Elle sert à menacer les Parisiens au cas où ils viendraient à se révolter contre le pouvoir.

Dans un Paris assiégé, Pierre Bourgeois, l'indigné dolois, se porte volontaire pour intégrer la Garde Nationale. Les soldats y élisent eux-mêmes leurs sous-officiers et leurs officiers.

La démocratie dans l'armée, c'est une nouveauté de taille.

La Commune est avant tout sociale et elle promulgue des décrets en faveur du peuple.

Mesure sociale (roulement de tambour)

Lors du premier siège par les Prussiens, les ouvriers au chômage ne peuvent donc plus payer leur loyer. L'État avait par conséquent déposé un moratoire sur les loyers. Mais le 10 mars 1871, le gouvernement provisoire de Thiers demande l'annulation de ce moratoire et réclame aux citoyens de rembourser la totalité de leur loyer aux propriétaires des logements. Pour pouvoir "rembourser" ces loyers, les tâcherons avaient régulièrement recours au Mont-de-Piété, « ma tante » pour les habitués. C'est un organisme où les sans-le-sous venaient échanger des objets (vêtements, meubles, couvertures) contre une certaine somme d'argent... souvent dérisoire. Pour pallier tout cela, la Commune instaure par décret la suppression du Mont-de-Piété et annule dettes et loyers pour les plus démunis.

Les autorités réquisitionnent également les logements vacants pour installer les familles dont les logements ont été détruits par les bombes des Versaillais.

Le travail de nuit est supprimé pour les professions telles que les boulangers.

Mais l'une des mesures révolutionnaires majeures, c'est la suppression du Concordat de Napoléon 1er. La religion est séparée de l'Etat Communard. Mais aussi de l'école. Louise Michel qui avait refusé de prêter serment à Napoléon III peut se réjouir et enseigner comme elle l'entend. Edouard Vaillant, délégué à l'Instruction publique, déclare : « Enfin nos enfants auront accès au savoir et à la science, c'est la fin d'un enseignement obscurantiste au service de l'Église et du pouvoir ! ».

Le Conseil Communal instaure une pension pour tous les gardes nationaux blessés. Elle profite également aux veuves et aux orphelins.

L'égalité de salaire pour les hommes et les femmes est promulguée.

La culture est privilégiée durant le siège grâce à un peintre franc-comtois, Gustave Courbet. A toutes et pour tous ! Les musées sont ouverts à la population. Des concerts sont organisés alors même que Paris est assiégé. 150 ans plus tard, ce n'est plus le cas. Voilà un an que notre culture est considérée comme non-essentielle par les technocrates de salon.

Comme chaque dimanche, un concert est organisé pour la population dans les jardins des Tuileries, palais des rois et des empereurs. Les Parisiens écoutent la fanfare de la Garde nationale. La fête bat son plein et la joie se lit sur les visages de l'auditoire. Un garde nationale monte sur l'estrade et déclare : « Je vous convie dimanche prochain, ici, à la même place, à notre second concert au profit des veuves et des orphelins ».

Au même moment, au bastion 64 (porte de Saint Cloud), un jeune mouchard nommé Ducatel brandit un drapeau blanc. C'est alors qu'un Versaillais monte sur le bastion. Il constate que la zone n'est pas protégée par les Communards. Il ordonne à la troupe de

rentrer dans Paris. Nous sommes le dimanche 21 mai 1871. Il est 15h30. Le concert prévu le dimanche suivant n'aura pas lieu. Il sera remplacé par le vacarme des fusils et des canons, le chœur des cris et des râles.

4ème partie

On traque, on enchaîne, on fusille

A l'aube du 22 mai 1871, les troupes versaillaises déferlent sur les différents bastions. Un colonel observe du haut de son cheval ses troupes pénétrant dans Paris. C'est un quarantenaire moustachu style van Dyke, un visage fin et un regard perçant. Sur son uniforme, il a quelques décorations dont la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Cet officier se nomme Louis Edouard Maxime de Boisdénemetz, c'est un marquis né à Dole le 27 août 1828. Son père fut maire de cette même ville de 1850 à 1858. A sa sortie de Saint-Cyr, il participe directement à la répression de l'insurrection de juin 1848 (Voir *18 Mars, le soulèvement Populaire*). Ce qui donne une certaine idée de ce qui va se passer pendant cette semaine à Paris.

Les combats font rage et sont d'une rare violence. Les troupes de Thiers ont l'ordre de ne pas faire de prisonniers. Les communards les plus chanceux tombent sur la barricade qu'ils défendent. Ceux qui se font prendre sont soit lynchés sans procès puis dépouillés, comme ce fut le cas d'Eugène Varlin et de tant d'autres anonymes, soit ils sont jugés sommairement et exécutés sur le champ.

Des édifices parisiens tels que l'hôtel de ville, les Tuilleries ou la préfecture de Police sont incendiés. Les Versaillais prendront prétexte que les incendiaires étaient des femmes hystériques qui n'avaient aucune pensée révolutionnaire. Elles furent nommées les pétroleuses. Mais bon nombre de ces bâtisses furent incendiés par les bombes de l'armée de Thiers. Les rares destructions opérées par les communards furent le renversement de la colonne Vendôme, symbole de Napoléon 1er ainsi que celle d'une guillotine devant la mairie du 11ème arrondissement.

Le 5 avril, l'Etat communal avait promulgué un décret selon lequel « toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement régulier de la Commune de Paris serait, sur-le-champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus ». Mais les Communards ne l'ont jamais mis à exécution... alors que l'armée versaillaise massacrait déjà en avril. Cependant, le 26 mai Théophile Ferré consent à exécuter 51 prisonniers dont 11 prêtres à la rue Haxo. La propagande thieriste fera de cet événement un élément essentiel du ressentiment anti-communard, camouflant ainsi le massacre que la troupe avait commis.

Le 27 mai 1871, quelques centaines de Communards se replient dans le cimetière du père Lachaise, se cachant derrière les tombes. Les balles des deux camps percutent les monuments. La tombe de Charles Nodier porte toujours les stigmates de cette terrible journée de mai. Les survivants pris par les Versaillais sont exécutés contre un des murs du cimetière. Aujourd'hui, une plaque est y apposée avec pour inscription « Aux morts de la Commune 21-28 mai 1871 ».

Vient à présent la question qu'on se pose tous. Combien y a-t-il eu de victimes durant cette Semaine Sanglante ?

Du côté de l'armée versaillaise, il y aurait eu 400 morts. Du côté des Fédérés, eh bien, c'est un petit peu plus compliqué. Selon l'État versaillais, il y aurait eu 6 000 morts en une semaine. Aujourd'hui, les historiens de la Commune estiment entre 20 000 et 30 000 le nombre des victimes assassinées durant cette seule semaine. On ne les entend pas les réac' lorsqu'il s'agit du massacre d'une population indignée et désarmée. Mais de la ramener systématiquement avec les 4 021 condamnés à morts par le « Tribunal

Révolutionnaire de Robespierre » du 06 avril 1793 au 27 juillet 1794. Là, ils savent donner de la voix !

Et nos deux dolois, que sont-ils devenus dans la tourmente?

Le 30 mai 1871, alors que la Semaine Sanglante est à peine terminée, le colonel Boisdemetz est nommé officier de la Légion d'Honneur pour, je cite, « avoir fait prendre les armes à la troupe ». Combien a-t-il fallu de victimes assassinées pour recevoir cette rosette au goût de sang ? De combien de massacres sa Légion d'Honneur est-elle la récompense?! Par la suite, Boisdemetz présidera le 4ème conseil de guerre de Versailles (*voir notre prochain article le mois prochain*). Il deviendra général de division le 26 juin 1885 et s'éteindra paisiblement le 11 mars 1894 à Paris.

Quant à notre petit trublion, Pierre Bourgeois, il a participé à plusieurs combats durant la Commune et a réussi à s'échapper. Mais en juin 1871, il est arrêté dans la ville de Semur-en-Auxois en Côte d'Or. Il est renvoyé à Paris où commence son procès. Sans surprise. Nous sommes le 28 novembre 1871. Louis Rossel, Théophile Ferré et Pierre Bourgeois arrivent et se placent dos à un poteau en bois. En face d'eux, 12 soldats armés. Il est maintenant 7h30. La première salve est pour Louis Rossel. Il est tué sur le coup. Pierre Bourgeois et Théophile Ferré n'ont pas eu la même chance. Ils ont été touchés de trois balles. Leurs blessures n'étant pas mortelles, le chef du peloton d'exécution s'approche des deux corps agonisants. Il sort son 12 mm et tire une balle en pleine tête pour les achever. Les victimes ne bougent plus. C'est la fin.

Le corps de Rossel a été demandé par sa famille et est enterré dans le caveau familial à Nîmes. Ferré sera inhumé au cimetière de Levallois-Perret. Quelques années plus tard, la dépouille de Louise Michel l'y rejoindra. Quant à celle de Pierre Bourgeois, personne ne la réclame. Il est aujourd'hui dans une fosse commune au cimetière Saint-Louis à Versailles. Une rue porte le nom de Louis Rossel dans les villes de Metz et de Rennes. Celui de Théophile Ferré également dans les villes de Dreux et d'Evry. Pierre Bourgeois n'en a aucune à son nom.

Je lance donc un appel solennel auprès de la Municipalité de Dole, mais également à l'opposition doloise et à qui veut l'entendre. Je demande à ce que l'on nomme une rue au nom du dolois Pierre Bourgeois, héros de la Commune de Paris. Ce ne sera pas seulement un hommage envers un homme mais surtout un hommage collectif envers les Communes dont nous fêtons les 150 ans cette année.

5ème partie

Ça sent la fin

« Les soixante quatre mille échappés de la répression feront des enfants ; ils les élèveront dans la religion de leurs jalousies, de leurs haines et de leurs espérances. (...) Ou trouver le remède à de tels périls ? A qui le demander ? Quelle est la main assez forte pour étouffer jusque dans son germe cette race de bandits ? ». Voilà l'édito du journal Le Gaulois datant du 30 mai 1871. Un quotidien Bonapartiste et anti-Républicain. Tous les journaux réactionnaires et quelques écrivains tel que l'éminent auteur de *Germinal*, Émile Zola, dégueuleront leur haine des Communards et crieront victoire au pouvoir de Thiers. Le 31 mai de la même année, le quotidien le Figaro réapparaît après quelques semaines d'absence et fait une profession de foi : « *Figaro n'est pas fait pour ceux qui persistent à croire que la République est possible en France.* » Pour celles et ceux qui doutent de ma sincérité, je vous invite à cliquer sur ce [lien](#). *Pour la version papier, ne vous obstinez pas à cliquer. Le lien ne s'ouvrira pas.*

Ça me fait tout de même mal au bide de faire paraître des extraits de ces journaux alors que je me suis abstenu de le faire pour les journaux communards. Étant pluraliste, je vous invite donc à les consulter sur le site « Fragments d'Histoire de la Gauche Radicale ». De Paris, lieu de leur arrestation, à Versailles lieu de leur future détention, les insurgés sont malmenés par la population aisée. Durant ce trajet, des assassinats continuent à être perpétrés. Le général Galliffet « sélectionne ses victimes de manière arbitraire » pour les exécuter. Tel un SS attendant ses futures proies à la sortie des wagons à bestiaux. Un jour, il ordonna à ce que toutes les personnes aux cheveux blancs sortent du rang. Car ils auraient vu juin 1848 et qu'ils seraient donc plus coupables que les autres. Et la troupe fait feu sur ces malheureux. Pas moins de 43 000 insurgés seront arrêtés. Le 7 août 1871, s'ouvre le 3ème conseil de guerre, pour juger les fédérés. Il y en aura en tout 26 pour juger 46 835 personnes.

Le colonel Boisdénemetz (*Voir « On traque, on enchaîne, on fusille »*) sera président du 4ème conseil de guerre et également correspondant de presse pour le Figaro. Il est chargé de juger les Pétroleuses. Selon la presse, elles étaient 8 000. Durant ce conseil, leur nombre s'est réduit à 5. Entre deux séances, le colonel criait dans les cafés « À mort toutes ces gueuses ! ». Elles ne seront pas condamnées en tant que pétroleuses mais condamnées « pour avoir tenté de changer la forme du gouvernement ». Elles seront déportées ou condamnées à de la prison. Quelques jours plus tard, le colonel Boisdénemetz devra juger 15 enfants dont le plus vieux n'avait que 16 ans et le plus jeune...11. Les différents procès se terminent en 1874.

Sur les 46 835 jugés, 23 727 obtiennent un non-lieu, 10 137 seront condamnés à une peine de prison, 3 800 déportés en Nouvelle Calédonie, 3 313 condamnations par contumace dont beaucoup à mort, 2 445 acquittements et 95 condamnations à mort. Les historiens estiment que 6 000 indignés réussiront à se cacher à l'étranger dont Eugène Pottier, auteur de l'hymne *L'Internationale* écrite à Paris en juin 1871 alors qu'il était traqué. Ou bien Jean Baptiste Clément, auteur *Le Temps des Cerises*. Et tant d'autres connus ou inconnus.

Les premières demandes d'amnistie débiteront dès le 13 septembre 1871. Mais c'est le 21 mars 1876 que Victor Hugo, alors sénateur, dépose une proposition de loi pour l'amnistie des Communards. Du haut du Perchoir, il déclare ceci : « Messieurs, dans la langue politique, l'oubli s'appelle amnistie.

Je demande l'amnistie. Je la demande pleine et entière. Sans conditions. Sans restrictions, il n'y a d'amnistie que l'amnistie. L'oubli seul pardonne. L'amnistie ne se dose pas. Demander : Quelle quantité d'amnistie faut-il ? C'est comme si l'on demandait : Quelle quantité de guérison faut-il ? Nous répondons : Il la faut toute. Il faut fermer toute la plaie. Il faut éteindre toute la haine. »

Il faut attendre le 3 mars 1879 pour qu'il y ait une « amnistie partielle » pour les Communards accordée par le Président de la République, Jules Grévy. Puis une amnistie générale le 11 juillet 1880 pour tous les condamnés.

Que reste-t-il du paysage politique de la Commune ?

Notre petit Adolphe français sera président jusqu'au 24 mai 1873. Il met en place la loi Dufaure instaurée le 14 mars 1872. Cette loi interdit l'appartenance à l'Association Internationale des Travailleurs (la Première Internationale) à laquelle beaucoup de Communards avaient adhéré.

Le 7 septembre 1872, Karl Marx demande l'exclusion de Mikhaïl Bakounine de l'AIT. Cette séparation engendre les deux branches du socialisme. D'un côté, la théorie marxiste, une organisation « étatique et autoritaire », c'est-à-dire le communisme. Léo Franckel soutiendra cette théorie. De l'autre, une théorie bakouniniste une organisation « libertaire » c'est-à-dire l'anarchisme. Élisée Reclus et Gustave Lefrançais en feront partie.

Octobre 2020, me voilà au square Louise Michel au pied du Sacré-Coeur, à Montmartre. Il fait beau. La place est bondée de touristes. La majorité porte le masque. Les plus téméraires n'en ont pas. Les couples s'embrassent et se prennent en selfie avec au fond cette église. Tout le monde a l'air d'être heureux. Je m'interroge. Connaissent-ils l'histoire du Sacré-Coeur ? Et vous? La connaissez-vous ?

Lorsque le peuple avait pris les canons le 18 mars 1871, le Sacré-Cœur n'existait pas. Pour la gauche, le Sacré-Coeur a pour but « d'expié les crimes des Communards ». Pour la droite, aucun rapport : l'église était en cours de réflexion dès janvier 1871 suite à la défaite de Napoléon III. Ce qui est tout à fait vrai. Mais lorsque l'un des deux initiateurs déposa la première pierre de l'édifice en 1875, il déclara ceci : « Oui, c'est là où la Commune a commencé, là où ont été assassinés les généraux Clément-Thomas et Lecomte que s'élèvera l'église du Sacré-Cœur ! Malgré nous, cette pensée ne pouvait nous quitter pendant la cérémonie dont on vient de lire les détails. Nous nous rappelons cette butte garnie de canons, sillonnée par des énergumènes avinés, habitée par une population qui paraissait hostile à toute idée religieuse et que la haine de l'Église semblait surtout animer». Je vous laisse juges.

C'est donc ici que tout a commencé. Ce 18 mars 1871, les gens qui n'étaient rien ont pris le pouvoir. Certes, cela n'a duré que quelques semaines. Mais dans l'esprit collectif, cela devrait recommencer.

Je me suis posé sur la pelouse verdoyante du square. Mon téléphone bip. C'est une notification du Monde. Je lis « Le Sacré-Cœur de Montmartre a été inscrit aux monuments historiques (...) recevant le soutien explicite de la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot.» Je laisse tomber mon portable. A l'heure où les artistes et beaucoup de personnes liées à la Culture crèvent la faim, notre Roselyne soutient cette proposition qui n'est rien d'autre qu'une insulte pour les Communes. Cette église est construite sur un charnier de 30 000 indignés.

Mon dieu! ce Gouvernement est réellement à la ramasse. Ceux qui nous gouvernent aujourd'hui sont les mêmes qu'hier.

6ème partie

Épilogue d'espoir

28 mai 2021, 19h00 me voilà installé à une table d'un troquet Parisien. La rue est bondée de voitures klaxonnant, les passants déambulent. Les terrasses des bistrotts sont prises d'assauts, il y a le bruit des verres qui se choquent suivis d'un « santé ». La joie se lit sur les visages. Elles sont accompagnées de rire. Mais il y a 150 ans, Paris était jonché de cadavres, de cris et la peur se lisait sur les visages. Comme le titrait Michèle Audin dans son blog, «28 mai 1871, à une heure tout était fini».

Le 29 mai, debout aux aurores. Je vais participer à la première cérémonie. Rendez-vous à 10h00 au cimetière du père Lachaise. Je passe me recueillir et déposer une rose sur la tombe de mon père spirituel, Jules Vallès. J'arrive à 9h45 à la porte Gambetta. La cérémonie est organisée par le Grand Orient de France. Je ne suis pas Franc-Maçon mais j'ai souhaité participer à cet hommage qui était public et ouvert aux maçons comme aux profanes. Nous nous sommes recueillis sur les différentes tombes des communards francs-maçons, celles de Blanqui, Eugène Pottier. Puis pour finir un discours Républicains et laïc devant le mur des fédérés. Il faut rappeler que le 29 avril 1871, les Francs maçon avaient défilé pour un cessez-le-feu avec Versailles. Les versaillais

balancent quelques obus en signe de protestations. Les frangins rejoindront la cause Communale.

Une fois la cérémonie terminée, direction place de la République. Habillé sobrement et avec une écharpe rouge autour de ma taille. Arrivé sur place vers les 12h30, un village militant est installé. Des syndicats (CNT), des associations tel que les amies de la Commune, la librairie Libertalia ainsi que des partis politiques PCF, NPA et FI ont leur stand. Pas moins de 89 organisations ont appelé à ce grand rassemblement. Sur place des concerts sont organisés : Les Ogres de Barback ainsi que Francesca Solleville ont poussé des chansonnettes communardes et révolutionnaires. Le cortège s'élance aux environs de 14h00. La montée se fait lentement. Les vitrines des banques qui se situent sur le chemin sont arborés soit d'un « Vive la Commune » pour LCL et « une banque n'est pas populaire » pour la Banque Populaire. Aucune casse durant le trajet. Sinon vous auriez entendu parlé sur BFM. Mais ce qui m'a étonné le plus c'est que je n'ai vu que 4 condés durant tout le trajet. Lorsqu'ils ne sont pas là, tout se passe bien. Je suis à la porte du cimetière à 16h15. Alors qu'à l'accoutumé, il ne faut qu'une quarantaine de minutes à pied. C'est pour vous dire comme quoi le cortège est long. Il y aurait eu entre 10 000 et 15 000 personnes pour cette commémoration. Mais je l'ignorais à ce moment-là. J'arrive à me faufiler entre tout ce beau monde pour déposer une rose au pied du mur où repose à tout jamais 147 communards et de tant d'autres inconnus fusillés par Versailles et mis dans une fosse commune telle des chiens. Auprès d'eux, repose des figures de la Commune comme Gustave Lefrançais, Paul Lafargue, auteur de l'essai le droit à la paresse et gendre de Karl Marx, ainsi que Jean Baptiste Clément auteur de nombreuses chansons chanté durant toute cette journée. Je pensais que cette cérémonie aurait été lourde et pesante. Mais loin de là. Dos au mur, des musiciens jouent, chantent Le temps des cerises, la semaine sanglante accompagnés par les manifestants qui connaissent les paroles. Les autres écoutent. Quand viennent les premières notes de l'Internationale. Tous les poings se lèvent. Tout le monde chante « Debout les damnés de la Terre, debout les forçats de la faim ». Tout le monde connaît ces couplets. Le refrain est chanté comme un seul Homme.

« C'est la lutte finale ;

Groupons nous et demain

L'Internationale

Sera le genre humain. »

Les larmes me viennent aux yeux. Ce n'est pas des larmes de tristesse, non ce sont des larmes de joie.

Quelle belle journée!

J'aurais tant aimé terminer cet article sur cette note enthousiaste et de cohésion. Mais il a fallu qu'il y ait des trouble-fêtes. Vous allez vous dire: « Encore ces satanés casseurs, ces gens vêtus de noirs, ces blacks blocks. » Je vous arrête immédiatement, ces gens étaient vêtus de blancs. Je vous raconte ce que j'ai vu. En redescendant l'avenue de la Roquette pour rejoindre ma chambre d'hôtel situé à 10 minutes du cimetière. J'aperçois à l'entrée du parc de la Roquette (Ancienne prison) six camionnettes de gendarmeries ainsi qu'une dizaine de motos de la BRAV (Brigades de répression des actions violentes motorisées) de la police nationale. Intrigué, je m'approche et je vois des croix, des mitres et environ 200 personnes. Il y a un service d'ordre dont les agents portent une croix de Malte. Je sus plus tard qu'il s'agissait de « l'Ordre de la croix de Malte », une association catholique. Quelques badauds s'interrogent. Un cureton prend la parole et chante un truc en latin. Serait-ce une prière de rue? Si cela avait été une autre religion. On en aurait entendu parler dans tous les médias. Les extrémistes de la droite ou proche d'elle se seraient indignés. Mais là, pas un mot! Il y a donc bien un poids deux mesures. Pour moi, aucune religion ne doit prier dans la rue. Je m'approche vers l'un de ces fidèles et je lui demande pour quelle raison il manifeste. Il me dit que leur procession a été organisée par

le diocèse de Paris, pour rendre hommage aux 11 prêtres fusillés par les communards. Le type était très loin d'être méchant il était tout à fait correct et je l'étais également. Mais je lui ai demandé ce qu'il pensait des 30 000 assassinés. Au même moment, une fidèle lui demande de la rejoindre. Il n'a pas pu ou voulu me répondre. Bon je vais être honnête avec vous. Votre humble reporter ne s'est tout de même pas gêné de scander un « A bas la calotte, vive la Sociale », slogan de la libre pensée et en passant un « Vive la Commune ». Tout en les huant. Bon nombre de manifestants installés aux terrasses le feront également. Mais je vous assure que j'en suis resté qu'à des paroles. Une fois rentré, je vis sur twitter une vidéo montrant quelques personnes balancer quelques verres. C'est idiot. Mais je n'ai pas prêté trop d'attention.

Lundi, retour à la dure réalité. Retourner au turbin, réintégrer la machine, revenir à l'aliénation. Lorsque l'un de mes collègues savait où j'étais durant le weekend me dit qu'il avait entendu que des agressions avaient été perpétrées par des antifas sur des religieux. Le sang n'a fait qu'un tour et je lui montre une brève vidéo que j'avais prise entendant le prêtre chantant. Il accorde qu'il n'avait pas entendu parlé de ça. J'ai un profond ras le bol des médias qui parle d'un non événement et d'en faire un pataquès. Ce qui m'indigne le plus ce n'est pas tant de parler de cette pseudo «attaque» mais que les médias n'ont pas parlé de la grande manif commémorative de la Commune. Qui a permis de rassembler environ 15 000 manifestants. C'est ça, qui m'insupporte. Le but de ne pas parler de la Commune dans les médias de masse ou à l'école, c'est de ne pas donner des idées de se révolter aux citoyens. Car la Commune est venue du Peuple et était resté profondément populaire sans être récupérée par les aristos comme ce fut le cas en 1789, 1830 et en 1848. Parce que les bourgeois avaient choisi leur camp. Celui de Versailles. Je ne sais pas comment terminer cette série. Devoir dire fin. Comme ça ! Non je ne pense pas que cela soit fini. Cette chronique, si elle est bien finie. Mais la Commune est loin d'être terminée. Car comme le dit la chanson « Tout ça n'empêche pas, Nicolas, que la Commune n'est pas morte! »

- Fin -